

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>RAPPEL REGLEMENTAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>PROCEDURES ANTERIEURES ET PRESENTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>CONTENU ET JUSTIFICATION DE MODIFICATION N°4 .....</b>	<b>5</b>
3.1	NATURE DE LA MODIFICATION N°4 .....	5
3.2	MOTIFS DE LA MODIFICATION N°4.....	7
3.3	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PADD .....	8
3.4	IMPACT DE LA MODIFICATION N°4 SUR LE REGLEMENT : PIECE ECRITE DU P.L.U. APPLICABLE .....	8
3.5	IMPACT DE LA MODIFICATION N°4 SUR LE REGLEMENT : PIECES GRAPHIQUES (PIECE 3) DU P.L.U. ....	16
<b>4</b>	<b>EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA MODIFICATION N°4.....</b>	<b>33</b>
4.1	EVALUATION DES INCIDENCES DIRECTES OU INDIRECTES DE LA MODIFICATION N°4 SUR LE SITE NATURA 2000 .....	33
4.2	ANALYSE DE L'ENSEMBLE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DU PROJET DE MODIFICATION N°4 SUR L'ENSEMBLE DES DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES QUI PEUVENT ETRE CONCERNEES.....	33
4.3	CONCLUSION.....	37
<b>5</b>	<b>PIECES MODIFIEES .....</b>	<b>38</b>

# RAPPEL REGLEMENTAIRE

## **Article L153-35 du Code de l'Urbanisme**

Entre la mise en révision d'un plan local d'urbanisme et l'approbation de cette révision, il peut être décidé une ou plusieurs révisions effectuées en application de l'article L. 153-34, une ou plusieurs modifications ou mises en compatibilité de ce plan.

Les procédures nécessaires à une ou plusieurs révisions effectuées en application de l'article L. 153-34 peuvent être menées conjointement.

## **Article L153-36 du Code de l'Urbanisme**

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

## **Article L153-37 du Code de l'Urbanisme**

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

## **Article L153-40 du Code de l'Urbanisme**

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

## **Article L153-41 du Code de l'Urbanisme**

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

## **Article L153-43 du Code de l'Urbanisme**

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

## **Article L153-44 du Code de l'Urbanisme**

L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.



## PROCEDURES ANTERIEURES ET PRESENTATION

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN a été approuvé le **21 avril 2004** par délibération du conseil municipal et a fait l'objet de quatre procédures d'évolution depuis : une révision simplifiée approuvée le 04 octobre 2008 et deux modifications (n°1 et 2) approuvées le 02 juin 2006 et le 04 octobre 2008 et modification simplifiée n°1 approuvée le 21/09/2012. Une modification n°3 a été réalisée qui n'a pas été approuvée à ce jour.

La présente modification n°4 a notamment pour objet d'ajuster le document d'urbanisme afin d'intégrer les évolutions réglementaires enregistrées depuis l'entrée en vigueur du P.L.U..

Il s'agit ainsi, notamment, de procéder aux modifications suivantes :

- l'identification, en zones A et N, des bâtiments susceptibles de pouvoir **changer de destination** (cf. LAAAF),
- la modification du règlement des zones A et N pour permettre, sous conditions, dans l'ensemble de la zone, le **changement de destination** des constructions existantes identifiées au plan de zonage (cf. LAAAF),
- la modification du règlement écrit des zones A et N pour permettre, sous conditions, dans l'ensemble de la zone, **les annexes aux constructions existantes** (cf. Loi Macron),
- la modification du règlement des zones A et N pour permettre, sous conditions, dans l'ensemble de la zone, **l'extension des constructions existantes** (cf. LAAAF),
- la **création d'un STECAL Nh au lieu-dit « Le Drouillas »** (centre équestre du Saut des Angès) : parcelles L 109, 110 et 111,
- l'adaptation du règlement écrit de la zone N pour la **création d'un STECAL Nh**,
- la **réduction d'une zone UD en A** pour permettre la réalisation d'un projet agricole : hangar de stockage avec toiture équipée de panneaux photovoltaïque : parcelle n° ZL 79 pour partie au lieu-dit « Paricot ».

La présente modification a donc pour conséquence les ajustements suivants :

- Règlement : pièces graphiques (zonage) : identifier les bâtiments en changement de destination, créer un STECAL et modifier une zone UD.
- Règlement : pièce écrite : autoriser, sous conditions, les extensions des constructions à usage d'habitation, le changement de destination et la réalisation d'annexes aux constructions à usage d'habitation en zones A et N (LAAAF et Loi Macron), supprimer le C.O.S. et la surface minimale pour bâtir dans toutes les zones (Loi Alur) et adapter le règlement écrit de la zone N suite à la création d'un STECAL Nh.

## CONTENU ET JUSTIFICATION DE MODIFICATION N°4

### 3.1 NATURE DE LA MODIFICATION N°4

Ainsi, la Commune de SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN, suite à l'entrée en vigueur de la LAAAF et de la loi Macron, souhaite, dans le respect des dispositions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de son PLU applicable, faire évoluer le règlement graphique et modifier le règlement écrit pour permettre :

- l'identification au règlement graphique, en zones A et N, des bâtiments susceptibles de pouvoir changer de destination (cf. LAAAF),
- la modification du règlement écrit des zones A et N pour permettre, sous conditions, dans l'ensemble de la zone, le changement de destination des constructions existantes identifiées au plan de zonage (cf. LAAAF),
- la modification du règlement écrit des zones A et N pour permettre, sous conditions, dans l'ensemble de la zone, les extensions et les annexes aux constructions existantes (cf. Loi Macron – article 80 de la loi de juillet 2015),
- la réduction d'une zone UD en A pour permettre la réalisation d'un projet agricole : hangar de stockage avec toiture équipée de panneaux photovoltaïque : parcelle n° ZL 79 pour partie au lieu-dit « Paricot ».

Cette modification a ainsi notamment pour effet d'intégrer les évolutions réglementaires concernant le bâti en zones agricoles A et naturelles N. Ces dispositions législatives sont codifiées par les articles L.151-11 et L.151-12 :

#### **LE CHANGEMENT DE DESTINATION (ARTICLE L.151-11 DU CODE DE L'URBANISME)**

*Pour quels bâtiments ?* Le règlement du PLU peut désigner tous les bâtiments pouvant bénéficier du dispositif.  
(Dans ce cas, un repérage de ces bâtiments devra être préalablement effectué dans le PLU).

*Sous quelles conditions ?* Ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

*Avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers - CDPENAF et de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites - CDNPS sur la demande d'autorisation :*

*Zone agricole → avis conforme de la CDPENAF*

*La CDPENAF devra se prononcer dans un délai d'un mois à compter de la demande d'avis émanant de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme. Son silence vaudra avis favorable (article R.423-59 du code de l'urbanisme).*

*Zone naturelle → avis conforme de la CDNPS*

*La CDNPS devra se prononcer dans un délai de deux mois à compter de la demande d'avis émanant de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme.*

*Son silence vaudra avis favorable (article R.423-60 du code de l'urbanisme).*

#### **La notion de changement de destination :**

*Il y a changement de destination lorsqu'une construction existante passe de l'une à l'autre des cinq catégories définies par l'article R.151-27 du code de l'urbanisme :*

*1° Exploitation agricole et forestière ;*

*2° Habitation ;*

*3° Commerce et activités de service ;*

*4° Equipements d'intérêt collectif et services publics ;*

*5° Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire.*

*Afin d'apprécier s'il y a ou non un changement de destination, il convient donc d'examiner la destination de la construction, puis de qualifier la destination du projet.*

*Les destinations de constructions prévues à l'article R. 151-27 comprennent des sous-destinations qui sont listées à l'article R.151-28 du code de l'urbanisme. Les locaux accessoires sont réputés avoir la même destination et sous-destination que le local principal.*

## **L'EXTENSION DES BATIMENTS D'HABITATION ET LEURS ANNEXES (ARTICLE L.151-12 DU CODE DE L'URBANISME)**

Pour quels bâtiments ? Tous les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes.

Qu'en est-il des bâtiments autres qu'à usage d'habitation ? Les autres bâtiments existants situés en zone A ou en zone N ne peuvent faire l'objet d'aucune extension ni d'aucune annexe (sauf s'il s'agit de constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière ou à des équipements collectifs).

Sous quelles conditions ? ➔ Ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site ;

➔ Le règlement du PLU doit préciser la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise, et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

La définition, dans le PLU, d'autres règles notamment concernant l'aspect extérieur des constructions et aménagements pourra par ailleurs contribuer à une meilleure intégration paysagère de l'ensemble.

Avis de la CDPENAF

Les dispositions du règlement précitées sont soumises à l'avis de la CDPENAF. Il s'agit d'un avis simple.

### **La notion d'extension :**

La jurisprudence actuelle permet de définir les extensions comme des aménagements attenants au bâtiment principal existant, d'une seule et même enveloppe bâtie et de dimensions significativement inférieures à celles du bâtiment auquel ils s'intègrent.

### **La notion d'annexes :**

Elles doivent être considérées comme des locaux secondaires de dimensions très réduites dont l'usage apporte un complément nécessaire à la vocation d'habitation du bâtiment principal auquel ils sont liés mais doivent toutefois être implantées selon un éloignement restreint marquant un lien d'usage entre les deux constructions.

### **La détermination des conditions de hauteur, d'emprise et de densité :**

Il conviendra de préciser dans le règlement du PLU la distance maximale d'éloignement entre l'annexe et le bâtiment d'habitation, de manière à observer des proportions satisfaisantes et limitant le mitage des espaces agricoles et naturels.

De même, les règles de hauteur, d'emprise et de densité devront impérativement être définies dans le règlement, sous peine de rendre illégales les dispositions permettant la réalisation des extensions et annexes.

Ces règles doivent nécessairement poursuivre l'objectif de maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

### **La délimitation des zones d'implantation :**

Les auteurs du PLU peuvent autoriser les extensions et annexes aux bâtiments d'habitation dans les zones agricoles et naturelles dès lors que ces extensions et annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère des sites.

Il revient donc aux auteurs du PLU de justifier, dans le rapport de présentation, le choix des zones A et N dans lesquelles les extensions et les annexes aux bâtiments d'habitation seront autorisées ou non. Ainsi, il pourra être délimité des zones N ou A, où un habitat dispersé existant peut évoluer raisonnablement sans préjudice pour son environnement naturel ou agricole, justifiant la possibilité d'autoriser des extensions et des annexes.

Au contraire, des objectifs de protection pourront justifier l'exclusion de certaines zones du dispositif.

La zone d'implantation (mentionnée à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme) sera alors définie comme l'ensemble de l'espace où l'étude du territoire permet de montrer que le caractère naturel ou agricole de la zone ne sera pas remis en question par l'implantation d'annexes ou d'extensions aux bâtiments d'habitations existants.

Source : DDT du Doubs – Août 2016

## 3.2 MOTIFS DE LA MODIFICATION N°4

### ➡ CONCERNANT LE REGLEMENT ECRIT :

**Dans un premier temps, il s'agit d'autoriser les extensions et les annexes aux constructions existantes en zone agricole et naturelle (application des nouvelles dispositions de la LAAAF et de la loi Macron évoquées ci-dessus) dans les limites fixées au règlement écrit.**

La Commune de SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN, suite à l'entrée en vigueur de la LAAAF et de la loi Macron, souhaite donc, dans le respect des dispositions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de son PLU applicable, modifier le règlement écrit pour permettre :

- en zones A et N, sous conditions, dans l'ensemble de la zone, les annexes aux constructions existantes à vocation d'habitation (cf. Loi Macron),
- en zones A et N, sous conditions, dans l'ensemble de la zone, l'extension des constructions existantes (cf. LAAAF),

**Il s'agit également de permettre le changement de destination de certains bâtiments isolés qui n'ont pas de vocation d'habitat aujourd'hui et dont la situation est favorable pour permettre la création de logements (application des nouvelles dispositions de la LAAAF).**

La Commune de SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN, suite à l'entrée en vigueur de la LAAAF, souhaite donc, dans le respect des dispositions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de son PLU applicable, modifier le règlement écrit pour permettre la modification du règlement des zones A et N pour permettre, sous conditions, dans l'ensemble de la zone, le changement de destination des constructions existantes identifiées au plan de zonage (cf. LAAAF).

**Il s'agit enfin de mettre à jour le règlement écrit suite aux nouvelles dispositions de la loi ALUR :** suppression du C.O.S. et de la surface minimale pour bâtir dans toutes les zones.

### ➡ CONCERNANT LE REGLEMENT GRAPHIQUE :

La Commune de SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN, suite à l'entrée en vigueur de la LAAAF, souhaite donc, dans le respect des dispositions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de son PLU applicable, modifier le règlement graphique pour permettre l'identification, en zones A et N, des bâtiments susceptibles de pouvoir changer de destination (cf. LAAAF).

**Ce sont au total 9 bâtiments (8 bâtiments dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées puis 1 supplémentaire après la tenue de l'enquête publique) qui ont été identifiés comme étant susceptibles de pouvoir changer de destination (cf. LAAAF), par le symbole suivant :**



Ces bâtiments ne sont plus à vocation agricole ou intégrés dans un ensemble agricole, ces changements de destination ne compromettront donc pas l'activité agricole. De plus, comme en attestent les planches descriptives ci-dessous, il s'agit de bâtiments d'intérêt patrimonial, nécessitant aujourd'hui des travaux pour être maintenus voire remis en état et ainsi contribuer à la qualité paysagère du site.

### 3.3 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE

**PADD** Source : PLU approuvé le 21 avril 2004

#### 1. Les orientations générales en matière d'urbanisme et d'aménagement

Elles sont au nombre de 4 :

- **Thème 1: Accueillir une population nouvelle dans un cadre agréable et adapté, en assurant un développement maîtrisé et cohérent de l'urbanisation.**
- **Thème 2 : Encourager un développement économique maîtrisé et organisé.**
- **Thème 3 : Pérenniser et protéger l'activité agricole.**

La présente modification n°4 en permettant la réalisation d'un bâtiment agricole (passage d'un zonage UD en zonage A) contribue à « *pérenniser l'activité agricole* ».

- **Thème 4 : Protéger les richesses naturelles, paysagères et patrimoniales.**

**THEME 4 : PROTEGER LES RICHESSES NATURELLES, PAYSAGERES ET PATRIMONIALES.**

➤ **Objectif :**

*Il s'agit ici pour la commune de SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN d'affirmer le plus justement possible la vocation spécifique des différents sites constituant la zone naturelle.*

➤ **Moyen mis en œuvre :**

- ✓ Permettre l'aménagement de l'existant : notamment pour éviter des bâtisses agricoles à l'abandon, en créant un secteur bénéficiant d'un règlement spécifique ;
- ✓ Permettre la restauration des corps de fermes situés en milieu naturel et présentant une grande valeur architecturale ;
- ✓ Protéger de manière stricte les secteurs sensibles ;
- ✓ Anticiper sur l'extension ouest de Mussidan ;
- ✓ Prendre des dispositions permettant de protéger efficacement les captages d'eau potable.

La présente modification n°4 en permettant le changement de destination sur certains bâtiments en zones agricoles et naturelles ainsi que les extensions mesurées et les annexes aux constructions à usage d'habitation situées en zones agricoles et naturelles contribue à « *permettre l'aménagement de l'existant* » et « *permettre la restauration des corps de ferme situés en milieu naturel et présentant une grande valeur architecturale* ».

➔ les évolutions du PLU applicable décrites ci-dessus et objets de la présente modification n°4 ne remettent pas en cause les objectifs généraux du PADD.

### 3.4 IMPACT DE LA MODIFICATION N°4 SUR LE REGLEMENT : PIECE ECRITE DU P.L.U. APPLICABLE

- 1- La modification n°4 a, d'une part, pour effet de **revoir la rédaction du règlement écrit des zones A et N** pour permettre, sous conditions, dans l'ensemble de la zone, les annexes aux constructions existantes (cf. Loi Macron) et l'extension des constructions existantes (cf. LAAAF). Elle a également pour effet de revoir la rédaction du règlement écrit des zones A et N pour permettre le changement de destination (cf. LAAAF) des bâtiments repérés au règlement graphique.

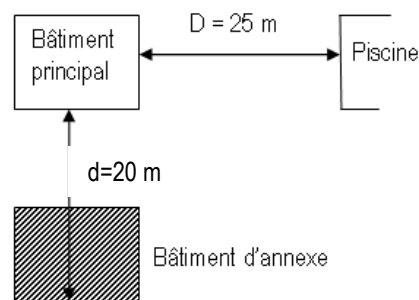
**Sont ainsi modifiés les articles A2 et A9 et les articles N2 et N9.**



PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente modification
<p><b>ARTICLE A 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS</b></p> <p>1) En dehors du secteur inondable de l'Isle sont autorisées sous conditions, les occupations et utilisations du sol ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les constructions à usage agricole dès lors qu'elles sont liées et nécessaires à l'activité agricole de la zone.</li> <li>– Les constructions à usage d'habitat dès lors qu'elles sont liées et nécessaires au logement des exploitants et de leurs salariés travaillant sur les exploitations.</li> <li>– Les travaux suivants concernant les constructions liées et nécessaires au logement des exploitants et de leurs salariés travaillant sur les exploitations, sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande, avec ou sans changement de destination. <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ l'aménagement, à l'express condition que l'aspect extérieur ne soit pas modifié,</li> <li>▫ l'extension des bâtiments,</li> <li>▫ les constructions à usage d'annexes, de piscines, ainsi que les abris de jardin,</li> </ul> </li> <li>– <b>Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment routiers et autoroutiers.</b></li> <li>– Les travaux suivants concernant les constructions existantes sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande : la reconstruction sans changement de destination des bâtiments dans leur volume initial en cas de destruction accidentelle et sous réserve que leur implantation ne constitue pas une gêne notamment pour la circulation.</li> <li>– Les constructions à vocation d'accueil touristique y compris de restauration et d'hébergement dès lors qu'elles se créent dans le cadre d'une exploitation agricole existante de la zone.</li> <li>– Les centres équestres dès lors que l'élevage est régulièrement identifié.</li> <li>– Les affouillements et exhaussements de sol dans la mesure où ils sont</li> </ul>	<p><b>ARTICLE A 2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS</b></p> <p>1) En dehors du secteur inondable de l'Isle sont autorisées sous conditions, les occupations et utilisations du sol ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <del>Les constructions à usage agricole dès lors qu'elles sont liées et nécessaires à l'activité agricole de la zone.</del></li> <li>– <del>Les constructions à usage d'habitat dès lors qu'elles sont liées et nécessaires au logement des exploitants et de leurs salariés travaillant sur les exploitations.</del></li> <li>– Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L.525-1 du code rural et de la pêche maritime.</li> <li>– Les constructions et les installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels, agricoles et forestiers.</li> <li>– <del>Les travaux suivants concernant les constructions liées et nécessaires au logement des exploitants et de leurs salariés travaillant sur les exploitations, sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande, avec ou sans changement de destination.</del> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>▫ l'aménagement, à l'express condition que l'aspect extérieur ne soit pas modifié,</del></li> <li><del>▫ l'extension des bâtiments,</del></li> <li><del>▫ les constructions à usage d'annexes, de piscines, ainsi que les abris de jardin,</del></li> </ul> </li> <li>– <b>L'extension de bâtiments existants.</b> Cette extension est limitée à une surface de 50m<sup>2</sup> dans la mesure où elle ne dépasse pas 20% du bâtiment d'habitation.</li> <li>– <b>Les annexes aux constructions à usage d'habitation.</b> Elles pourront être autorisées dans une limite de 3 annexes maximum et de 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale (hors piscine). La distance maximale entre l'annexe et le bâtiment principal à usage d'habitation est défini par le schéma suivant :</li> </ul>

PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente modification
<p>nécessaires à des constructions ou à des aménagements autorisés dans la zone (exemple : retenue collinaire).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et d'intérêt collectif, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone.</li> <li>– L'entretien et la restauration d'éléments de paysage ou de patrimoine repérés au plan de zonage (comme élément à préserver au titre de l'article L.123-1, 7°) sans changement de destination. En outre, leur démolition est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de l'article L.423-1, d du Code de l'Urbanisme.</li> </ul> <p><b>En dehors du secteur Aa :</b> les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que l'aménagement et l'extension des installations classées pour la protection de l'environnement existantes, quel que soit le régime auxquelles elles sont soumises dès lors qu'elles sont nécessaires à la mise en valeur agricole de la zone.</p> <p><b>En secteur Aa :</b> l'aménagement et l'extension limitée des installations classées existantes, uniquement dans le cadre de mises aux normes, quel que soit le régime auxquelles elles sont soumises dès lors qu'elles sont nécessaires à la mise en valeur agricole de la zone.</p> <p><b>2) En secteur inondable de l'Isle sont autorisées les occupations et utilisations du sol compatibles avec le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation.</b></p>	<div data-bbox="922 286 1337 589" data-label="Diagram"> </div> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <b>Le changement de destination des bâtiments désignés sur les documents graphiques du règlement, vers une vocation d'habitation.</b></li> <li>– <b>Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment routiers et autoroutiers.</b></li> <li>– Les travaux suivants concernant les constructions existantes sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande : la reconstruction sans changement de destination des bâtiments dans leur volume initial en cas de destruction accidentelle et sous réserve que leur implantation ne constitue pas une gêne notamment pour la circulation.</li> <li>– <del>Les constructions à vocation d'accueil touristique y compris de restauration et d'hébergement dès lors qu'elles se créent dans le cadre d'une exploitation agricole existante de la zone.</del></li> <li>– <del>Les centres équestres dès lors que l'élevage est régulièrement identifié.</del></li> <li>– Les affouillements et exhaussements de sol dans la mesure où ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements autorisés dans la zone (exemple : retenue collinaire).</li> <li>– Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et d'intérêt collectif, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone.</li> <li>– L'entretien et la restauration d'éléments de paysage ou de patrimoine repérés au plan de zonage (comme élément à préserver au titre de l'article <del>R.151-41- 3ème L.123-1, 7°</del>) sans changement de destination. En outre, leur démolition est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de l'article L.423-1, d du Code de l'Urbanisme.</li> </ul> <p><b>En dehors du secteur Aa :</b> les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que l'aménagement et l'extension des installations classées pour la protection de l'environnement existantes, quel que soit le régime auxquelles elles sont soumises dès lors qu'elles sont nécessaires à la mise en valeur agricole de la zone.</p>

PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente modification
	<p><b>En secteur Aa :</b> l'aménagement et l'extension limitée des installations classées existantes, uniquement dans le cadre de mises aux normes, quel que soit le régime auxquelles elles sont soumises dès lors qu'elles sont nécessaires à la mise en valeur agricole de la zone.</p> <p>2) <b>En secteur inondable de l'Isle sont autorisées sont autorisées les occupations et utilisations du sol compatibles avec le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation.</b></p>
<p><b>ARTICLE A 9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS</b> Non réglementé.</p>	<p><b>ARTICLE A 9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS</b> <del>Non réglementé.</del> <b>L'extension de bâtiments existants.</b> Cette extension est limitée à une surface de 50m<sup>2</sup> dans la mesure où elle ne dépasse pas 20% du bâtiment d'habitation. <b>Les annexes</b> aux constructions à usage d'habitation pourront être autorisées dans une limite de 3 annexes maximum et de 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale (hors piscine).  Non réglementé <del>dans les autres cas.</del></p>
<p><b>ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS</b> <b>En dehors du secteur inondable de l'Isle sont autorisées sous conditions, les occupations et utilisations du sol ci-après :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les constructions et installations d'infrastructure et de superstructure nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectifs.</li> <li>– la reconstruction des bâtiments dans leur volume initial en cas de destruction accidentelle et sous réserve que leur implantation ne constitue pas une gêne notamment pour la circulation et sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande.</li> <li>– Les locaux techniques nécessaires à l'exploitation forestière.</li> <li>– Les maisons de chasse (palombières, etc.).</li> <li>– les affouillements de sol dans la mesure où ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec le caractère de la zone (exemple : retenue collinaire), et sous réserve de la prise en compte des contraintes hydrauliques.</li> <li>– Les travaux suivants concernant les constructions existantes, avant la publication du présent Plan Local d'Urbanisme, sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande, avec ou sans changement de destination : <ul style="list-style-type: none"> <li>▫ l'aménagement, à l'express condition que</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS</b> <b>En dehors du secteur inondable de l'Isle sont autorisées sous conditions, les occupations et utilisations du sol ci-après :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les constructions et installations d'infrastructure et de superstructure nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectifs.</li> <li>– La reconstruction des bâtiments dans leur volume initial en cas de destruction accidentelle et sous réserve que leur implantation ne constitue pas une gêne notamment pour la circulation et sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande.</li> <li>– Les locaux techniques nécessaires à l'exploitation forestière.</li> <li>– <del>Les maisons de chasse (palombières, etc.).</del></li> <li>– Les affouillements de sol dans la mesure où ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec le caractère de la zone (exemple : retenue collinaire), et sous réserve de la prise en compte des contraintes hydrauliques.</li> <li>– <del>Les travaux suivants concernant les constructions existantes, avant la publication du présent Plan Local d'Urbanisme, sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos et le couvert sont encore assurés à la date de la demande, avec ou sans changement de destination :</del> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>▫ l'aménagement, à l'express condition que l'aspect extérieur ne soit pas modifié,</del></li> <li><del>▫ l'extension de bâtiments existants dans la limite 50% de la Surface Hors œuvre Nette du bâtiment d'origine,</del></li> </ul> </li> </ul>

PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente modification
<p>l'aspect extérieur ne soit pas modifié,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ l'extension de bâtiments existants dans la limite 50% de la Surface Hors œuvre Nette du bâtiment d'origine,</li> <li>– Les constructions à usage d'annexes ainsi que les abris de jardin, les piscines lorsqu'elles constituent sur le terrain considéré un complément à une construction existante.</li> <li>– <b>les constructions, extensions et changements de destination nécessaires à une activité de centre équestre.</b></li> </ul> <p><b>En secteur NI uniquement</b> sont autorisées les constructions nécessaires aux activités sportives et de loisirs et d'accueil du public, notamment pour assurer la restauration, à condition qu'elles soient compatibles avec le caractère de la zone.</p> <p><b>En secteur inondable de l'Isle</b> sont autorisées les occupations et utilisations du sol compatibles avec le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation.</p>	<p><del>Les constructions à usage d'annexes ainsi que les abris de jardin, les piscines lorsqu'elles constituent sur le terrain considéré un complément à une construction existante.</del></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <b>L'extension de bâtiments existants.</b> Cette extension est limitée à une surface de 50m<sup>2</sup> dans la mesure où elle ne dépasse pas 20% du bâtiment d'habitation.</li> <li>– <b>Les annexes aux constructions à usage d'habitation.</b> Elles pourront être autorisées dans une limite de 3 annexes maximum et de 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale (hors piscine). La distance maximale entre l'annexe et le bâtiment principal à usage d'habitation est défini par le schéma suivant :</li> </ul>  <p>Le schéma illustre les distances réglementaires : une piscine est située à D = 25 m d'un bâtiment principal. Un bâtiment d'annexe, représenté par un rectangle hachuré, est situé à d = 20 m du bâtiment principal.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <b>Le changement de destination des bâtiments</b> désignés sur les documents graphiques du règlement, vers une vocation d'habitation.</li> </ul> <p><del>les constructions, extensions et changements de destination nécessaires à une activité de centre équestre.</del></p> <p><b>En secteur NI uniquement</b> sont autorisées les constructions nécessaires aux activités sportives et de loisirs et d'accueil du public, notamment pour assurer la restauration, à condition qu'elles soient compatibles avec le caractère de la zone.</p> <p><b>En secteur inondable de l'Isle</b> sont autorisées les occupations et utilisations du sol compatibles avec le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation.</p>
<p><b>ARTICLE N 9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS</b></p> <p>Il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol.</p>	<p><b>ARTICLE N 9 - EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS</b></p> <p><del>Il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol.</del></p> <p><b>L'extension de bâtiments existants.</b> Cette extension est limitée à une surface de 50m<sup>2</sup> dans la mesure où elle ne dépasse pas 20% du bâtiment d'habitation.</p> <p><b>Les annexes aux constructions à usage d'habitation</b> pourront être autorisées dans une limite de 3 annexes maximum et de 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol totale (hors piscine).</p> <p>Non réglementé dans les autres cas.</p>

- 2- De plus, la modification n°4 a pour effet de supprimer le C.O.S. et la surface minimum pour bâtir dans toutes les zones (Loi Alur).

**Sont ainsi modifiés les articles UA5, UA14, UB5, UB14, UC5, UC14, UD5, UD14, Ui5, Ui14, Uf5, Uf14, UL5, UL14, AU5, AU14, AUa5, AUa14, AUai, AUai4, A5, A14, N5 et N14.**

PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente modification
<p><b>ARTICLE UA 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b></p> <p>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</p>	<p><b>ARTICLE UA 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b></p> <p><del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.</p>
<p><b>ARTICLE UA 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b></p> <p>Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols quel que soit le type de construction.</p>	<p><b>ARTICLE UA 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b></p> <p><del>Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation des sols quel que soit le type de construction.</del> Supprimé.</p>
<p><b>ARTICLE UB 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b></p> <p>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</p>	<p><b>ARTICLE UB 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b></p> <p><del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.</p>
<p><b>ARTICLE UB 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b></p> <p>Le coefficient d'occupation du sol applicable à la zone est fixé à 0,3. Il peut atteindre 0,5 lorsque l'immeuble comporte des activités artisanales, commerciales ou de service au rez-de-chaussée.</p> <p>Nonobstant les règles fixées ci-dessus, la reconstruction sur place ou l'aménagement des bâtiments existants est autorisée avec une densité au plus égale à celle qui était initialement bâtie.</p>	<p><b>ARTICLE UB 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b></p> <p><del>Le coefficient d'occupation du sol applicable à la zone est fixé à 0,3. Il peut atteindre 0,5 lorsque l'immeuble comporte des activités artisanales, commerciales ou de service au rez-de-chaussée.</del> <del>Nonobstant les règles fixées ci-dessus, la reconstruction sur place ou l'aménagement des bâtiments existants est autorisée avec une densité au plus égale à celle qui était initialement bâtie.</del> Supprimé.</p>
<p><b>ARTICLE UC 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b></p> <p>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</p>	<p><b>ARTICLE UC 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b></p> <p><del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.</p>
<p><b>ARTICLE UC 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b></p> <p>Le coefficient d'occupation du sol est fixé à 0,3. Il peut atteindre 0,5 lorsque la totalité du rez de chaussée est affectée à des activités commerciales, artisanales, ou à des équipements publics.</p>	<p><b>ARTICLE UC 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b></p> <p><del>Le coefficient d'occupation du sol est fixé à 0,3. Il peut atteindre 0,5 lorsque la totalité du rez de chaussée est affectée à des activités commerciales, artisanales, ou à des équipements publics.</del> Supprimé.</p>
<p><b>ARTICLE UD 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b></p> <p>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</p>	<p><b>ARTICLE UD 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b></p> <p><del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.</p>

PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente modification
<b>ARTICLE UD 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> Le coefficient d'occupation du sol applicable à la zone Ud est fixé à 0,3. Il peut atteindre 0,5 lorsque la totalité du rez de chaussée est affectée à des activités commerciales, artisanales, ou à des équipements publics.	<b>ARTICLE UD 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> <del>Le coefficient d'occupation du sol applicable à la zone Ud est fixé à 0,3. Il peut atteindre 0,5 lorsque la totalité du rez de chaussée est affectée à des activités commerciales, artisanales, ou à des équipements publics.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE Ui 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.	<b>ARTICLE Ui 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> <del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE Ui 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> Non réglementé.	<b>ARTICLE Ui 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> <del>Non réglementé.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE Uf5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> Non réglementé.	<b>ARTICLE Uf 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> <del>Non réglementé.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE Uf 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> Non réglementé.	<b>ARTICLE Uf 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> <del>Non réglementé.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE UL5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.	<b>ARTICLE UL 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> <del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE UL 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> Non réglementé.	<b>ARTICLE UL 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> <del>Non réglementé.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE AU 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> Sans objet.	<b>ARTICLE AU5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> <del>Sans objet.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE AU 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> Sans objet.	<b>ARTICLE AU 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> <del>Sans objet.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE AUa 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.	<b>ARTICLE AUa 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> <del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.



PLU applicable	Projet de PLU suite à la présente modification
<b>ARTICLE AUa 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> Le coefficient d'occupation du sol est fixé à 0,3. Il peut atteindre 0,5 lorsque la totalité du rez de chaussée est affectée à des activités commerciales, artisanales, ou à des équipements publics.	<b>ARTICLE AUa 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> <del>Le coefficient d'occupation du sol est fixé à 0,3. Il peut atteindre 0,5 lorsque la totalité du rez de chaussée est affectée à des activités commerciales, artisanales, ou à des équipements publics.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE AUai 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS</b> Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.	<b>ARTICLE AUai 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS</b> <del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE AUai 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> Non réglementé.	<b>ARTICLE AUai 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> <del>Non réglementé.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE A 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.	<b>ARTICLE A 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> <del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE A 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> Non réglementé.	<b>ARTICLE A 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> <del>Non réglementé.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE N 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.	<b>ARTICLE N 5 – SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES</b> <del>Il n'est pas fixé de superficie minimale de terrain pour construire. Cependant, en l'absence de réseau public d'égouts, une surface minimum sera exigée pour permettre la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome.</del> Supprimé.
<b>ARTICLE N 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> Non réglementé.	<b>ARTICLE N 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)</b> <del>Non réglementé.</del> Supprimé.




### **3.5 IMPACT DE LA MODIFICATION N°4 SUR LE REGLEMENT : PIECES GRAPHIQUES (PIECE 3) DU P.L.U.**



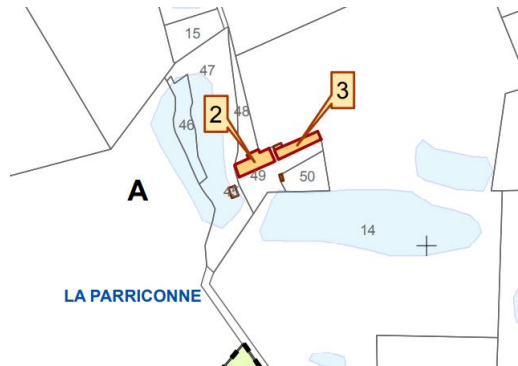




Il s'agit :

- d'identifier, en zones A et N, les 9 bâtiments susceptibles de pouvoir changer de destination (cf. LAAAF) et de l'indiquer dans la légende,
- de réduire la zone UD au lieu-dit « Paricot » en classant la parcelle n°79p en zone agricole A.

➔ **cf. plans pages suivantes**



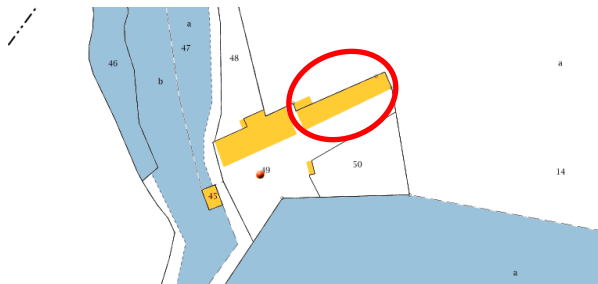
Fiche n°1 – 1 bâtiment				Lieu-dit : Villedieu				Nom du propriétaire : EYMERY Philippe					
Renseignements cadastraux : Section et n° de parcelle : ZD, 65								Extrait du zonage du PLU projet					
 <p>Source : cadastre.gouv</p>								 <p>Atlas des Zones Inondables de Septembre 2000 réalisé par la Direction Départementale de l'Équipement (Pour plus de précision se référer au document original.)</p> <p> Crue de référence  Crue décennale  Crue historique</p>					
		Oui	Non	A proximité			Oui	Non	A proximité	Extrait de la photo aérienne - Géoportail			
Niveau d'équipements	Electricité	X			Agriculture		X						
	AEP (mm)	X(32)			▫ Présence d'un siège		X						
	Défense incendie		X		▫ Présence de bâtiments agricoles		X						
	Assainissement		X		Intérêt architectural de l'ensemble bâti			X	X				
	Voirie	X											
Contraintes environnementales	Aléa feu de forêt		X		Vocation actuelle du bâtiment :		Bâtiment de stockage						
	Natura 2000 / ZNIEFF		X		Vocation souhaitée du bâtiment :		Habitation						
	Zone inondable		X										

Fiche n°2 –					Lieu-dit : La Parriconne				Nom du propriétaire : RIEUPET Albert																																																									
Renseignements cadastraux : Section et n° de parcelles : ZE, 49									Extrait du zonage du PLU projet																																																									
 <p>Source : cadastre.gouv</p>									 <p>Atlas des Zones Inondables de Septembre 2000 réalisé par la Direction Départementale de l'Équipement (Pour plus de précision se référer au document original.)</p> <p>  Crue de référence   Crue décennale   Crue historique </p>																																																									
<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Oui</th> <th>Non</th> <th>A proximité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="5">Niveau d'équipements</td> <td>Electricité</td> <td>X</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AEP (mm)</td> <td>X(40)</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Défense incendie</td> <td></td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Assainissement</td> <td></td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Voirie</td> <td>X</td> <td></td> </tr> <tr> <td rowspan="3">Contraintes environnementales</td> <td>Aléa feu de forêt</td> <td></td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Natura 2000 / ZNIEFF</td> <td></td> <td>X</td> </tr> <tr> <td>Zone inondable</td> <td></td> <td>X</td> </tr> </tbody> </table>						Oui	Non	A proximité	Niveau d'équipements	Electricité	X		AEP (mm)	X(40)		Défense incendie		X	Assainissement		X	Voirie	X		Contraintes environnementales	Aléa feu de forêt		X	Natura 2000 / ZNIEFF		X	Zone inondable		X	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Oui</th> <th>Non</th> <th>A proximité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Agriculture</td> <td></td> <td>X</td> <td></td> </tr> <tr> <td>□ Présence d'un siège</td> <td></td> <td>X</td> <td></td> </tr> <tr> <td>□ Présence de bâtiments agricoles</td> <td></td> <td>X</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Intérêt architectural de l'ensemble bâti</td> <td>X</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="2">Vocation actuelle du bâtiment :</td> <td colspan="2">Grange / Habitation</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Vocation souhaitée du bâtiment :</td> <td colspan="2">Habitation</td> </tr> </tbody> </table>					Oui	Non	A proximité	Agriculture		X		□ Présence d'un siège		X		□ Présence de bâtiments agricoles		X		Intérêt architectural de l'ensemble bâti	X			Vocation actuelle du bâtiment :		Grange / Habitation		Vocation souhaitée du bâtiment :		Habitation	
	Oui	Non	A proximité																																																															
Niveau d'équipements	Electricité	X																																																																
	AEP (mm)	X(40)																																																																
	Défense incendie		X																																																															
	Assainissement		X																																																															
	Voirie	X																																																																
Contraintes environnementales	Aléa feu de forêt		X																																																															
	Natura 2000 / ZNIEFF		X																																																															
	Zone inondable		X																																																															
	Oui	Non	A proximité																																																															
Agriculture		X																																																																
□ Présence d'un siège		X																																																																
□ Présence de bâtiments agricoles		X																																																																
Intérêt architectural de l'ensemble bâti	X																																																																	
Vocation actuelle du bâtiment :		Grange / Habitation																																																																
Vocation souhaitée du bâtiment :		Habitation																																																																
					Extrait de la photo aérienne - Géoportail																																																													
																																																																		





Fiche n°3

Renseignements cadastraux : Section et n° de parcelles : ZE 50



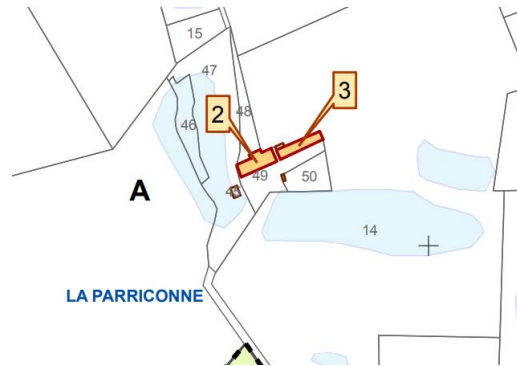
Source : cadastre.gouv

Lieu-dit : La Parriconne





Nom du propriétaire : RIEUPET Albert


Extrait du zonage du PLU projet



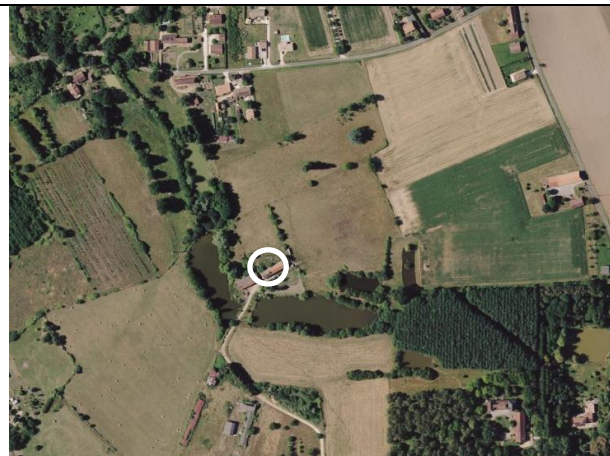
Atlas des Zones Inondables de Septembre 2000  
réalisé par la Direction Départementale de l'Équipement  
(Pour plus de précision se référer au document original.)

 Crue de référence






 Crue décennale



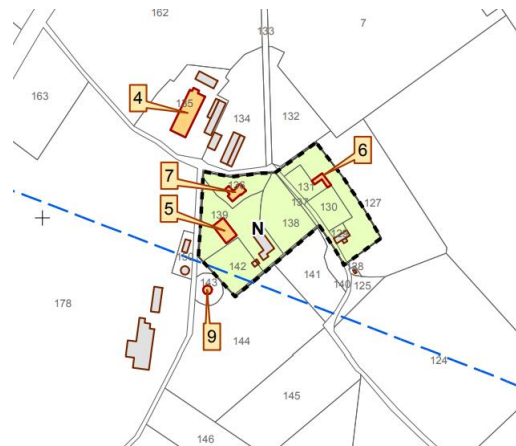

 Crue historique

Extrait de la photo aérienne - Géoportail


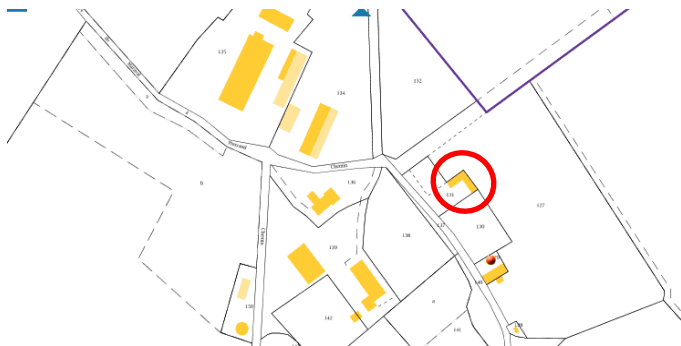
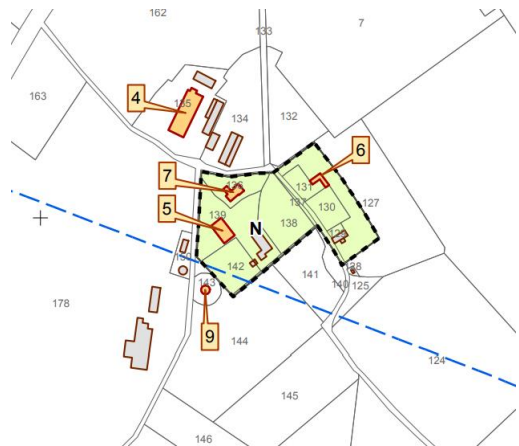





		Oui	Non	A proximité			Oui	Non	A proximité
Niveau d'équipements	Electricité	X			Agriculture			X	
	AEP (mm)	X(40)			▫ Présence d'un siège			X	
	Défense incendie		X		▫ Présence de bâtiments agricoles			X	
	Assainissement		X		Intérêt architectural de l'ensemble bâti		X		
	Voirie	X							
Contraintes environnementales	Aléa feu de forêt		X		Vocation actuelle du bâtiment :		Grange / Habitation		
	Natura 2000 / ZNIEFF		X		Vocation souhaitée du bâtiment :		Habitation		
	Zone inondable		X						




<b>Fiche n°4</b>						<b>Lieu-dit : Maraval</b>			<b>Nom du propriétaire : MICOINE</b>			
<b>Renseignements cadastraux : Section et n° de parcelles : O, 135</b>						  			<b>Extrait du zonage du PLU projet</b>			
 <p>Source : cadastre.gouv</p>												
									<b>Extrait de la photo aérienne - Géoportail</b>			
												
					Oui	Non	A proximité					
<b>Niveau d'équipements</b>	Electricité	1		X	X	Agriculture	X					
		2	X			□ Présence d'un siège	X					
		3	X			□ Présence de bâtiments agricoles	X					
	AEP (mm)	1		X	X	Intérêt architectural de l'ensemble bâti	X					
		2	X(63)									
		3		X	X							
	Défense incendie				X							
	Assainissement				X							
Voirie		X										
<b>Contraintes environnementales</b>	Aléa feu de forêt				X	<b>Vocation actuelle du bâtiment :</b>		<b>Grange</b>				
	Natura 2000 / ZNIEFF				X	<b>Vocation souhaitée du bâtiment :</b>		<b>Habitation</b>				
	Zone inondable				X							

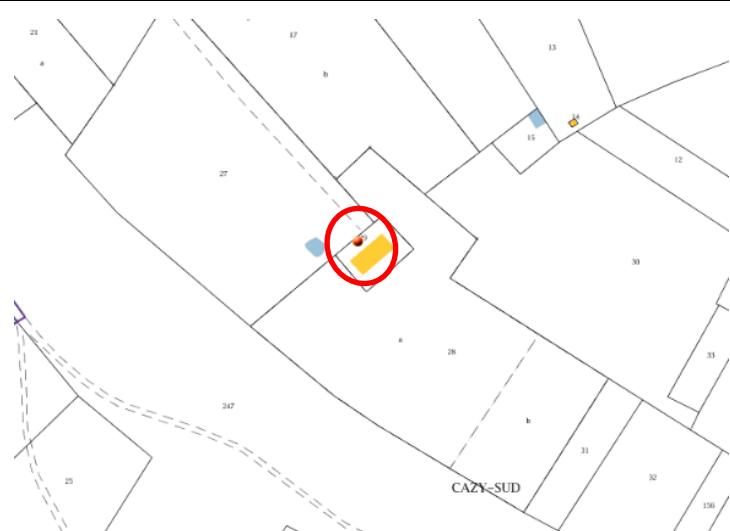

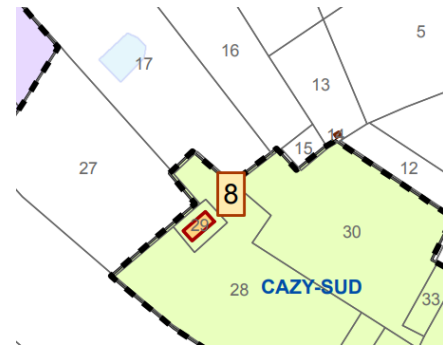

Fiche n°5						Lieu-dit : Maraval			Nom du propriétaire : MICOINE		
Renseignements cadastraux : Section et n° de parcelles : O, 139									Extrait du zonage du PLU projet		
  Source : cadastre.gouv											
						Oui	Non	A proximité			
Niveau d'équipements	Electricité	1		X	X	Agriculture	X				
		2	X			▢ Présence d'un siège	X				
		3	X			▢ Présence de bâtiments agricoles	X				
	AEP (mm)	1		X	X	Intérêt architectural de l'ensemble bâti	X				
		2	X(63)								
		3		X	X						
	Défense incendie			X							
Assainissement			X								
Voirie		X									
Contraintes environnementales	Aléa feu de forêt			X		Vocation actuelle du bâtiment :		Grange			
	Natura 2000 / ZNIEFF			X		Vocation souhaitée du bâtiment :		Habitation			
	Zone inondable			X							
											



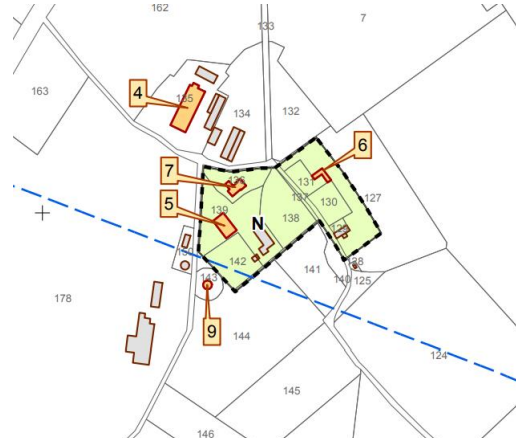
Fiche n°6						Lieu-dit : Maraval			Nom du propriétaire : MICOINE		
Renseignements cadastraux : Section et n° de parcelles : O, 131									Extrait du zonage du PLU projet		
 <p>Source : cadastre.gouv</p>											
											
						Oui	Non	A proximité			
Niveau d'équipements	Electricité	1		X	X	Agriculture	X				
		2	X			▣ Présence d'un siège	X				
		3	X			▣ Présence de bâtiments agricoles	X				
	AEP (mm)	1		X	X	Intérêt architectural de l'ensemble bâti	X				
		2	X(63)								
		3		X	X						
	Défense incendie				X						
	Assainissement				X						
Voirie			X								
Contraintes environnementales	Aléa feu de forêt			X		Vocation actuelle du bâtiment :		Grange			
	Natura 2000 / ZNIEFF			X		Vocation souhaitée du bâtiment :		Habitation			
	Zone inondable			X							

		
--	--	--

Fiche n°7						Lieu-dit : Maraval			Nom du propriétaire : MICOINE			
Renseignements cadastraux : Section et n° de parcelles : O, 136									Extrait du zonage du PLU projet			
 <p>Source : cadastre.gouv</p>												
					Oui	Non	A proximité					
Niveau d'équipements	Electricité	1		X	X	Agriculture	X					
		2	X			□ Présence d'un siège	X					
		3	X			□ Présence de bâtiments agricoles	X					
	AEP (mm)	1		X	X	Intérêt architectural de l'ensemble bâti	X					
		2	X(63)									
		3		X	X							
	Défense incendie				X							
Assainissement				X								
Voirie		X										
Contraintes environnementales	Aléa feu de forêt				X	Vocation actuelle du bâtiment :	Grange/Habitation					
	Natura 2000 / ZNIEFF				X	Vocation souhaitée du bâtiment :	Habitation					
	Zone inondable				X							

<b>Fiche n°8</b>						<b>Lieu-dit : Cazy Sud</b>			<b>Nom du propriétaire : MICOINE</b>		
<b>Renseignements cadastraux : Section et n° de parcelles : OL, 29</b>									<b>Extrait du zonage du PLU projet</b>		
 <p>Source : cadastre.gouv</p>											
											
						Oui	Non	A proximité			
<b>Niveau d'équipements</b>	Electricité	1		X	X	Agriculture	X				
		2	X			□ Présence d'un siège	X				
		3	X			□ Présence de bâtiments agricoles	X				
	AEP (mm)	1		X	X	Intérêt architectural de l'ensemble bâti	X				
		2	X(63)								
		3		X	X						
	Défense incendie			X							
	Assainissement			X							
Voirie		X									
<b>Contraintes environnementales</b>	Aléa feu de forêt			X		<b>Vocation actuelle du bâtiment :</b>	<b>Grange</b>				
	Natura 2000 / ZNIEFF			X		<b>Vocation souhaitée du bâtiment :</b>	<b>Habitation</b>				
	Zone inondable			X							

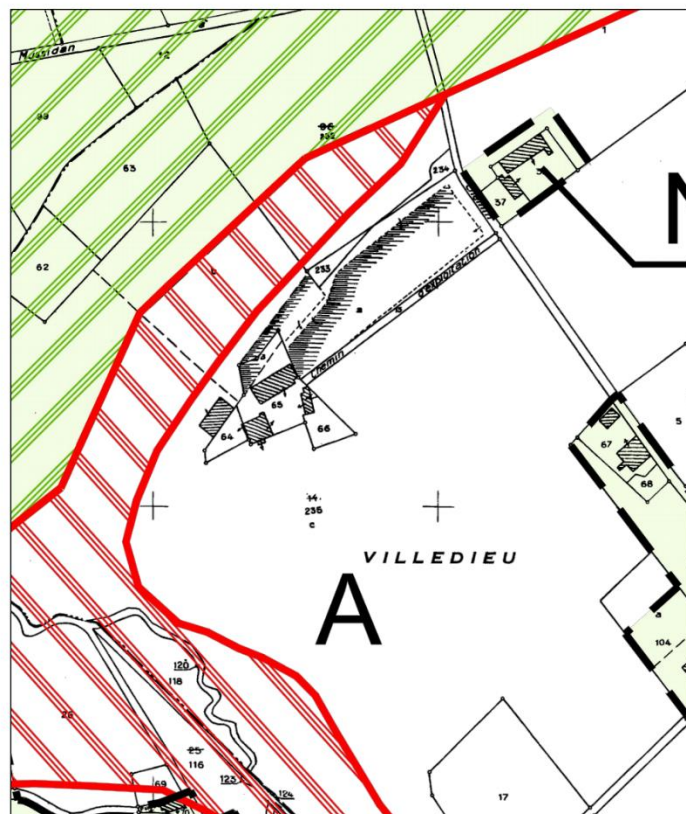


Fiche n°9						Lieu-dit : Maraval				Nom du propriétaire :					
Renseignements cadastraux : Section et n° O de parcelles : 143										Extrait du zonage du PLU projet					
 <p>Source : lien ISIGEO (BD TOPO IGN, 2013)</p>															
										Extrait de la photo aérienne - Géoportail					
						Oui	Non	A proximité					Oui	Non	A proximité
Niveau d'équipements	Electricité	1		X	X	Agriculture				X					
		2	X			□ Présence d'un siège				X					
		3	X			□ Présence de bâtiments agricoles				X					
	AEP (mm)	1		X	X	Intérêt architectural de l'ensemble bâti		X							
		2	X(63)												
		3		X	X										
	Défense incendie				X										
	Assainissement				X										
Voirie		X													
Contraintes environnementales	Aléa feu de forêt				X	Vocation actuelle du bâtiment :		Château d'eau							
	Natura 2000 / ZNIEFF				X	Vocation souhaitée du bâtiment :		Gîtes touristiques							
	Zone inondable				X										

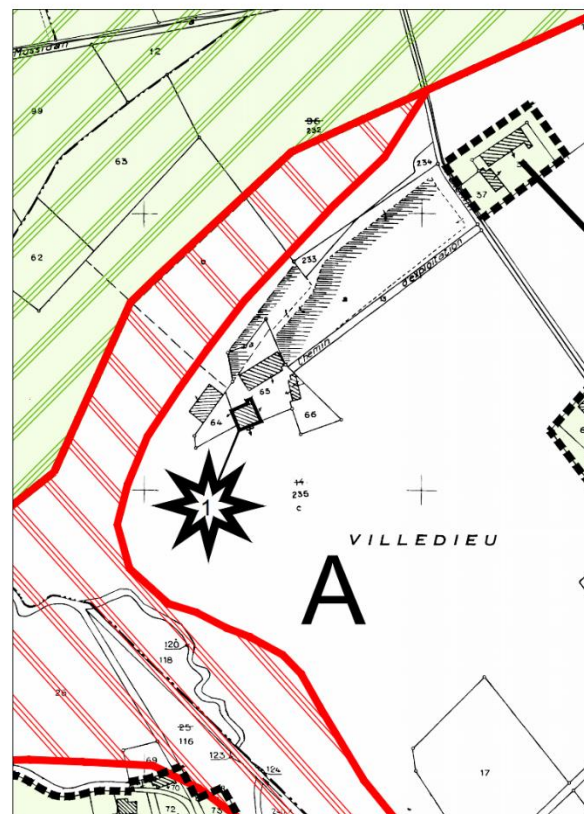
					
--	--	--	--	--	--



AVANT modification n°4

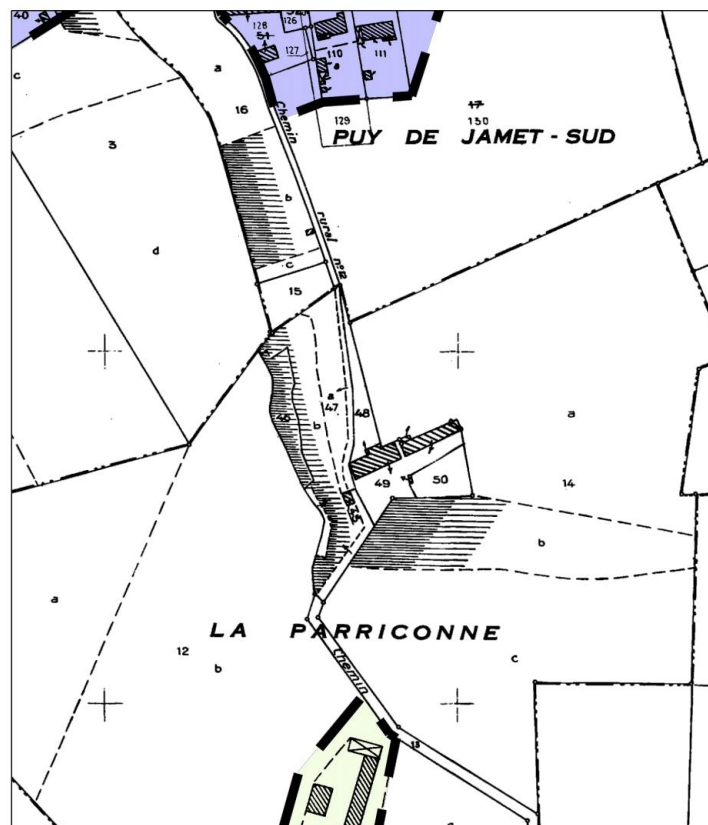


APRES modification n°4

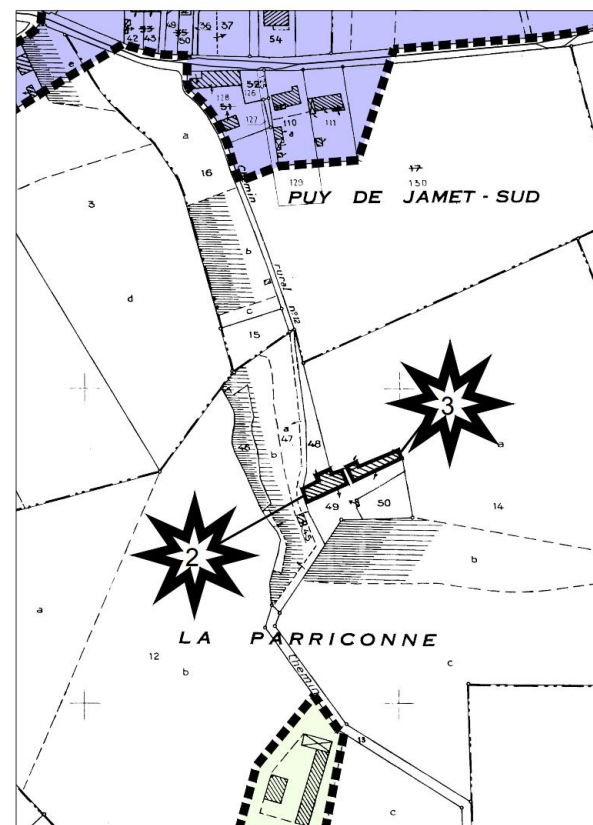


Changement de destination n°1

AVANT modification n°4



APRES modification n°4



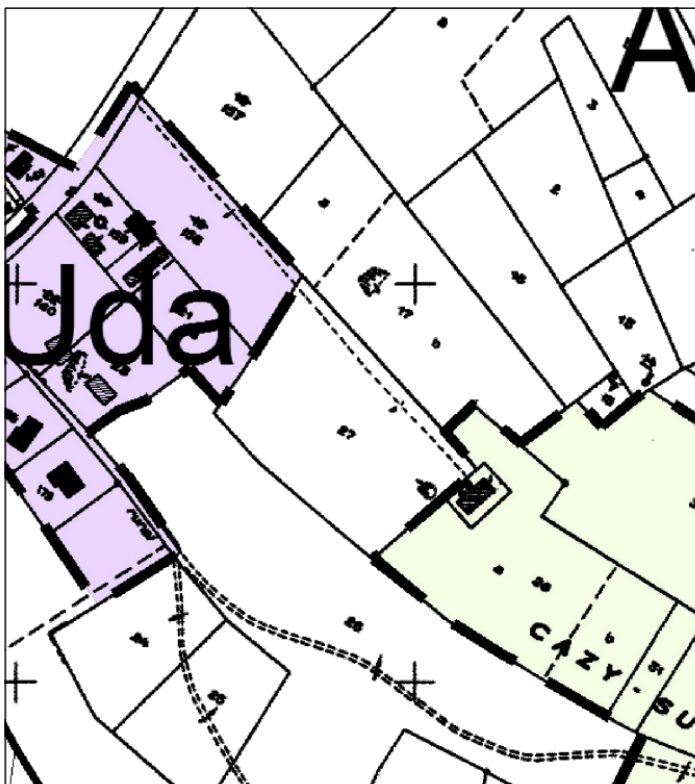
Changement de destination n°2 et 3

0 50m

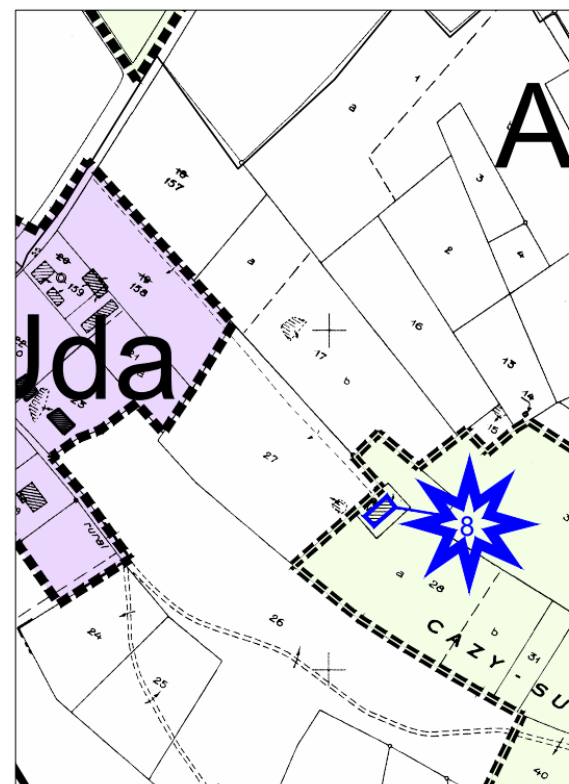


Représentation graphique URBAM - DU 18-20 - Date d'impression : Décembre 2018

AVANT modification n°4



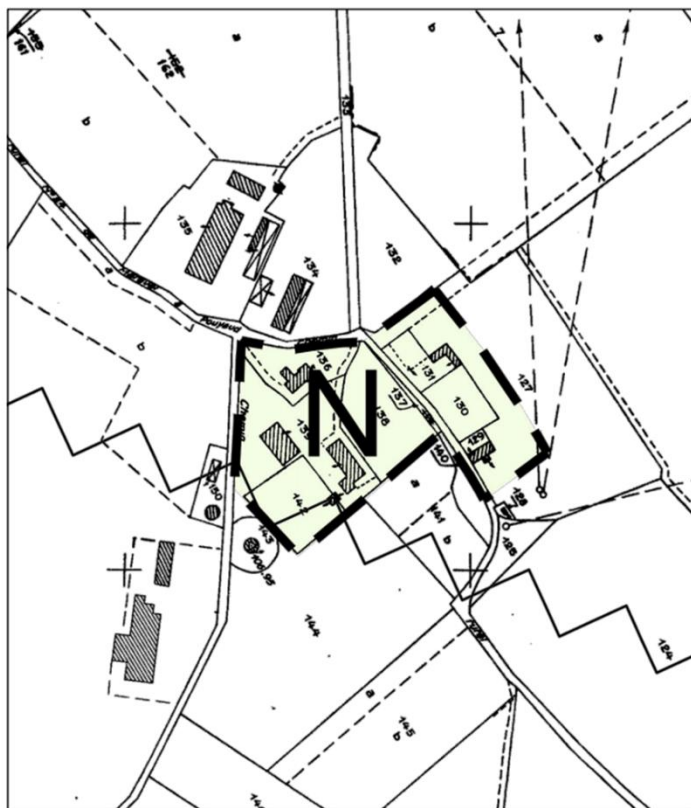
APRES modification n°4



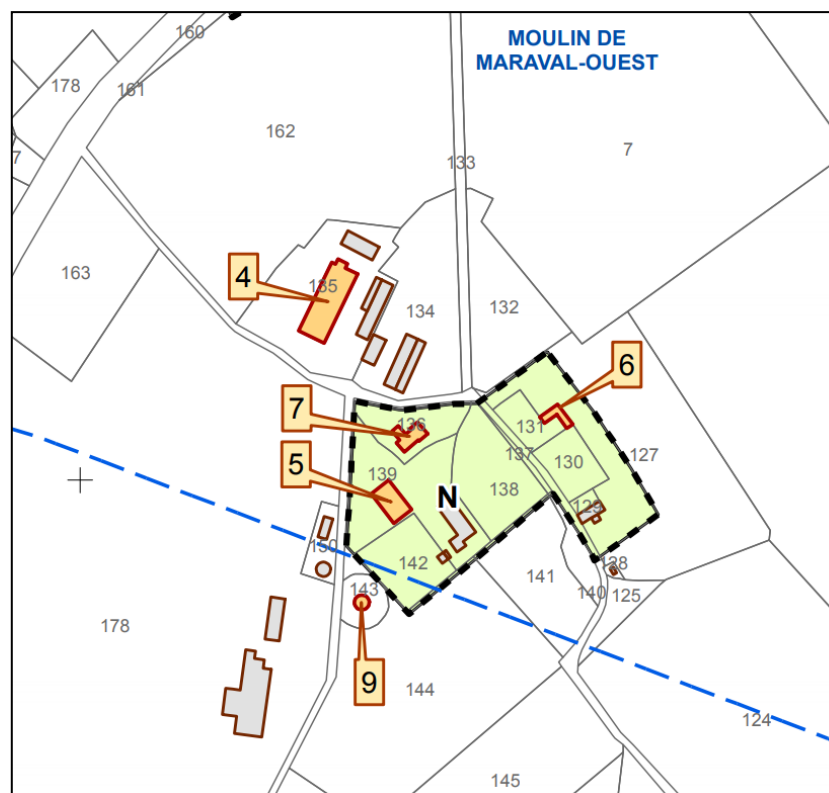
Changement de destination n°8



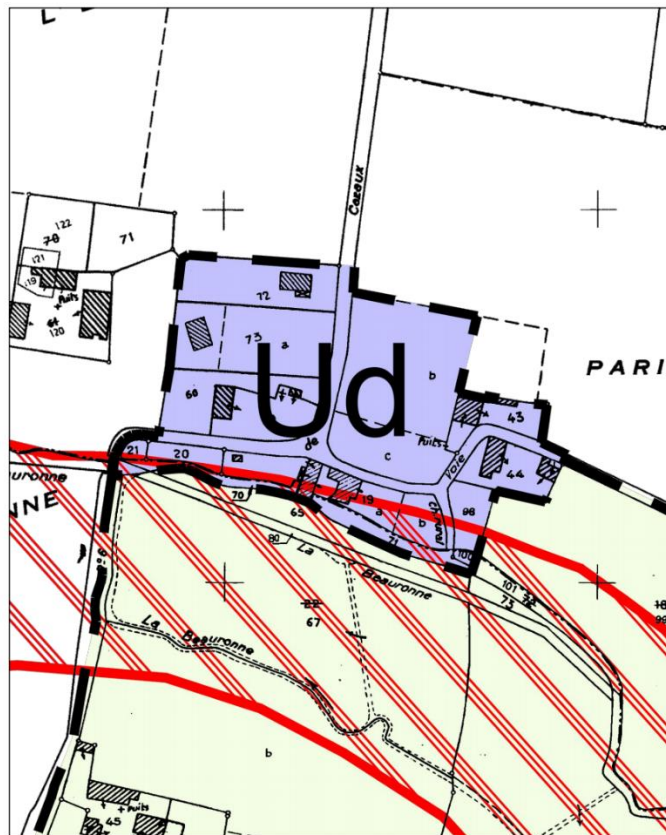
AVANT modification n°4



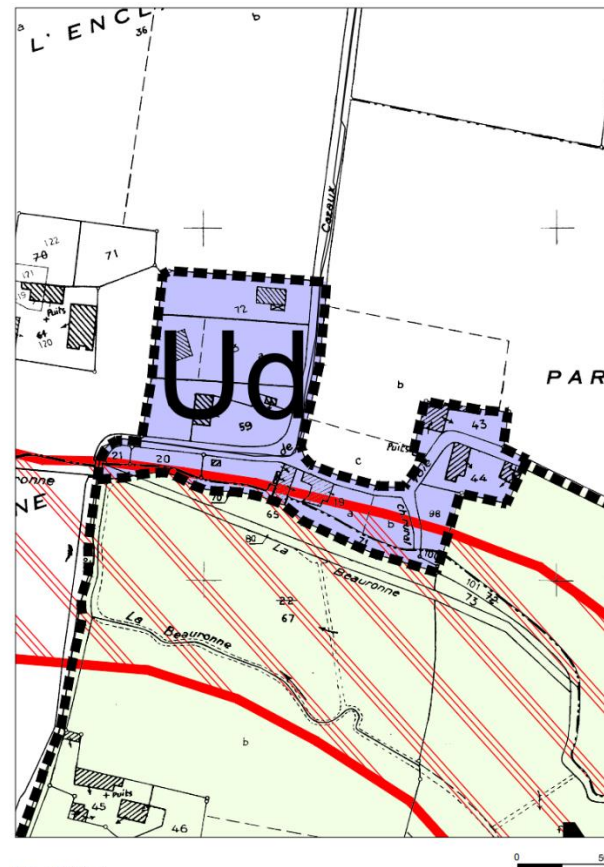
APRES modification n°4



AVANT modification n°4



APRES modification n°4



UD - 0,5937 ha  
A + 0,5937 ha





## 4. EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA MODIFICATION N°4

### 4.1. EVALUATION DES INCIDENCES DIRECTES OU INDIRECTES DE LA MODIFICATION N°4 SUR SITE NATURA 2000

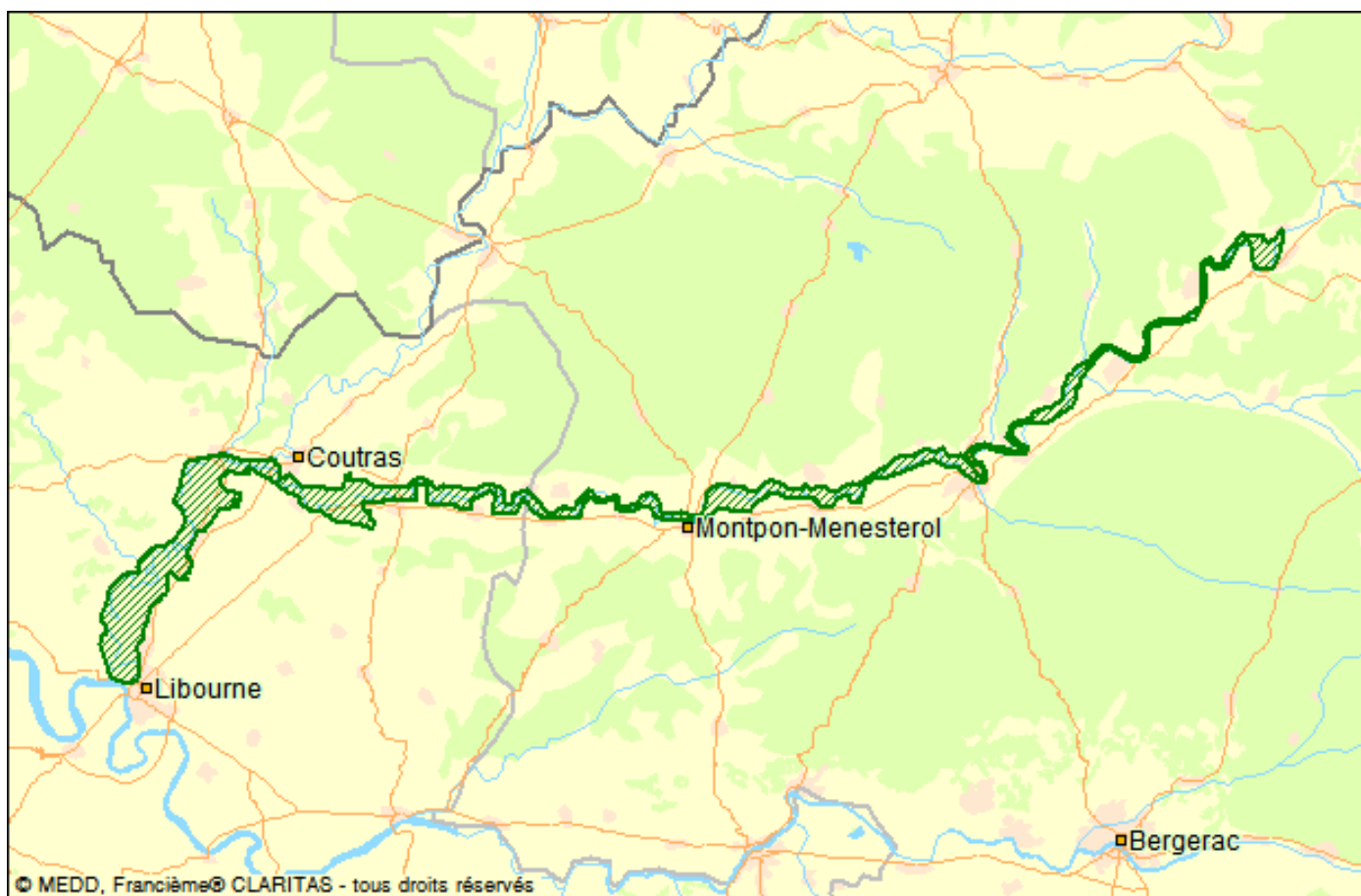
Source : rapport de présentation du PLU applicable

**Site Natura 2000** - Après proposition par le Comité scientifique régional du patrimoine naturel, le Muséum national d'histoire naturelle et le Conseil national de la protection de la nature, un inventaire de sites répondant aux critères écologiques de la Directive « Habitats-Faune-Flore » a été porté à la connaissance des maires des communes concernées en mars 1999.

Depuis cette date, cet inventaire a été utilisé pour définir des zones susceptibles de recevoir un accord des principaux partenaires concernés, dans la perspective de la constitution du réseau Natura 2000.

Le territoire communal de SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN est concerné par une zone Natura 2000, à savoir :

- FR 7200661 « Vallée de l'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne » :



(Source : [aquitaine.developpement-durable.gouv.fr](http://aquitaine.developpement-durable.gouv.fr))

Le territoire communal est concerné par le périmètre du **site Natura 2000 FR7200661 « Vallée de l'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne »**. Ce site a été désigné car il abrite des espèces visées à l'annexe II de la Directive Habitats Naturels, UA 64 PARIS BOISSY & Associés

Faune, Flore. Le document d'objectifs (ou « DOCOB ») n'est pas encore rédigé, il est en cours de réalisation au moment de la présente procédure.

La zone Natura 2000 FR7200661 « Vallée de l'Isle » est présente sur 2 départements : Gironde (63%), Dordogne (37%). Elle est d'une superficie estimée de 7 948 ha avec 3 mètres comme altitude minimale et 73 mètres comme altitude maximale. Sa région biogéographique est l'Atlantique. Elle a été proposée au titre des SIC (Site d'Importance Communautaire) en mars 1999.

#### Description du site :

- Richesse des boisements et prairies inondables.
- Présence du vison d'Europe de l'Europe de l'amont à l'aval.
- Vallée inondable.

Le site est ainsi composé de :

- Autres terres arables : 40%,
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 35%,
- Forêt caducifoliées : 10%,
- Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) : 8%,
- Forêt artificielle en monoculture (ex. Plantations de peupliers ou d'arbres exotiques) : 5%,
- Forêts mixtes : 2%.

Les habitats naturels prioritaires présents qu'il est possible de rencontrer et important de préserver sont les :

- Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*) : 30%
- Forêts mixtes à *Quercus robur*, *Ulmus laevis*, *Ulmus minor*, *Fraxinus excelsior* ou *Fraxinus angustifolia*, riveraines des grands fleuves (*Ulmus minoris*) : 20%
- Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*) : 15%
- Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitriche-Batrachion* : 10%
- Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin : 5%

Les espèces présentes sont végétales et animales et ce site Natura 2000 est important pour ces espèces certains :

- Amphibiens et reptiles
  - Cistude d'Europe (*Emys orbicularis*).
- Invertébrés
  - Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii*),
  - Ecrevisse à pattes blanches (*Austroptamobius pallipes*),
  - Gomphus graslinii (*Gomphus graslinii*).
- Mammifères
  - Vison d'Europe (*Mustela lutreola*).
- Plantes
  - Angélique à fruits variables (*Angélica heterocarpa*).
- Poissons
  - Alose feinte (*Alosa fallax*),
  - Bouvière (*Rhodeus sericeus amarus*),
  - Grande Alose (*Alosa alosa*),
  - Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*),
  - Lamproie de rivière (*Lampetra fluviatilis*),
  - Lamproie marine (*Petromyzon marinus*),
  - Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*).

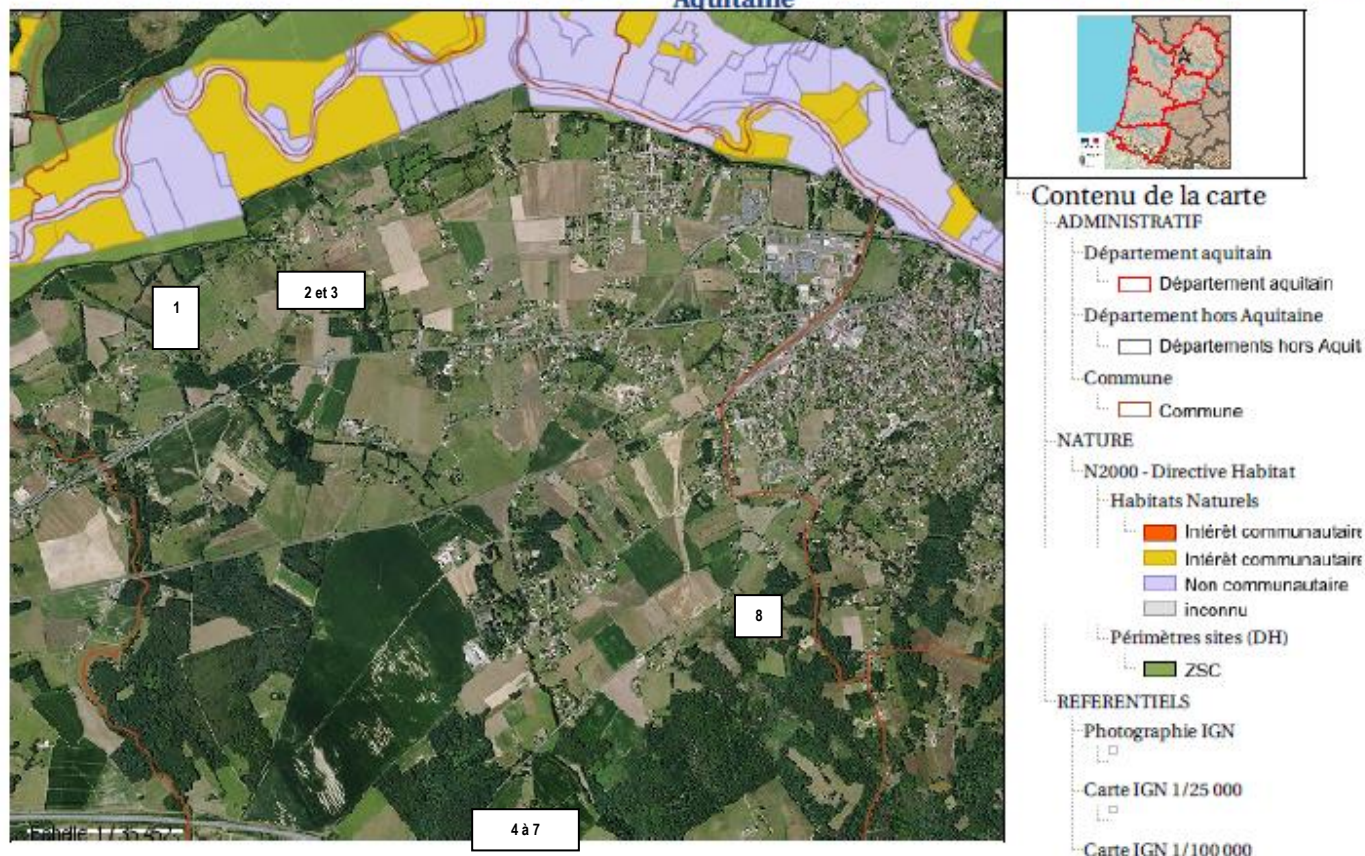
#### ➡ Evaluation des incidences directes ou indirectes sur le site Natura 2000 FR7200700

L'ensemble des bâtiments proposés pour un changement de destination dans le cadre du présent dossier sont situés hors périmètre Natura 2000.

Bâtiment recensé	Distance à la limite du site Natura 2000 la plus proche	Distance à la limite des habitats naturels recensés d'intérêt communautaires les plus proches	Raccordé ou raccordable à l'assainissement collectif
Fiche n°1	270 mètres	300 mètres	non
Fiche n°2	610 mètres	610 mètres	non

Bâtiment recensé	Distance à la limite du site Natura 2000 la plus proche	Distance à la limite des habitats naturels recensés d'intérêt communautaires les plus proches	Raccordé ou raccordable à l'assainissement collectif
Fiche n°3	610 mètres	610 mètres	non
Fiche n°4	4 kms	4 kms	non
Fiche n°5	4 kms	4 kms	non
Fiche n°6	4 kms	4 kms	non
Fiche n°7	4 kms	4 kms	non
Fiche n°8	3 kms	3 kms	non

### Environnement : aménagement, nature, paysage, risques, autorité environnementale, développement durable Aquitaine



Source : DREAL Aquitaine

Dans ce contexte, les incidences directes ou indirectes sur le site Natura 2000 sont faibles.

## 4.2. ANALYSE DE L'ENSEMBLE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DU PROJET DE MODIFICATION N°4 SUR L'ENSEMBLE DES DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES QUI PEUVENT ETRE CONCERNEES

Dimension	Domaine	Analyse des incidences environnementales
<b>Protection du patrimoine naturel</b>	Espèce et habitats à enjeu de conservation (hors Natura 2000)	<p>L'ensemble des projets se trouve en dehors de toute zone de protection ou zonage d'inventaire du patrimoine naturel.</p> <p>Les projets de changements de destination, annexes et extensions concernent des terrains déjà bâtis, ils ne comportent pas de zone humide en bon état de conservation, les milieux agricoles présents sont communs, ils ne sont pas réputés accueillir des espèces d'intérêt patrimonial.</p>

Dimension	Domaine	Analyse des incidences environnementales
		→ <b>Incidence de la modification n°4 nulle</b>
<b>Ecologique</b>	Milieux naturels	La présente modification n'a pour pas pour objet de consommer de nouveaux espaces naturels ou agricoles, il n'y a pas de changement d'affectation des terrains, les terrains concernés sont déjà bâtis. → <b>Incidence de la modification n°4 faible</b>
	Espèces	Aucune espèce animale d'intérêt patrimonial n'est réputée présente sur les sites. Les potentialités de présence sont faibles au regard des caractéristiques des sites. Les espèces impactées par les projets sont des espèces banales des milieux prairiaux et péri-urbain. Les projets n'auront pas d'incidence notable sur la conservation de ces populations d'espèces → <b>Incidence de la modification n°4 faible</b>
<b>Pollution</b>	Air, eaux, sols	<b>Eaux usées</b> : les zones concernées ne sont pas raccordées à la station d'épuration. → <b>Incidence de la modification n°4 faible</b> <b>Eaux pluviales</b> : les zones concernées ne sont pas raccordées au réseau de gestion des eaux pluviales de la ville. → <b>Incidence de la modification n°4 faible</b> Les projets n'induisent pas de rejet supplémentaire de polluant que cela soit solide ou liquide. → <b>Incidence de la modification n°4 nulle</b>
	Déchets	Les projets n'induisent pas de déchets ménagers supplémentaires significatifs : ils sont conditionnés et évacués de la même manière que sur l'ensemble du territoire communal. → <b>Incidence de la modification n°4 nulle</b>
<b>Ressources naturelles</b>	Eau (adduction en eau potable)	Les zones concernées sont raccordées au réseau d'adduction en eau potable. → <b>Incidence de la modification n°4 faible</b>
<b>Ressources naturelles</b>	Sols et espace	Les projets sont implantés sur des terrains ayant une vocation d'accueil mesuré de constructions : il s'agit de secteurs déjà bâtis à renforcer de manière limitée. → <b>Incidence de la modification n°4 faible</b>
	Energie et matières premières	Les projets possèdent un bilan énergétique faible : constructions à basse consommation énergétique. → <b>Incidence de la modification n°4 faible</b>
<b>Sécurité</b>		Les projets ne présentent aucun risque pour la santé humaine ou la salubrité publique. Ils sont en dehors des zones inondables définies au PPRNi → <b>Incidence de la modification n°4 nulle</b>
<b>Cadre de vie</b>	Paysage	Les constructions sont existantes et l'objet de cette modification est de permettre leur remise en état et leur valorisation, hormis pour le secteur de « Paricot » dont l'objet est de permettre la réalisation d'un bâtiment agricole lié à une exploitation existante. → <b>Incidence de la modification n°4 faible</b>
	Nuisances	Les constructions nouvelles et l'évolution des constructions existantes va générer de nouvelles circulations automobiles. → <b>Incidence de la modification n°4 moyen</b>
<b>Patrimoine</b>	Sites et monuments	Les projets se trouvent en dehors de toute zone de protection des sites et des paysages ainsi que du patrimoine bâti. → <b>Incidence de la modification n°4 nulle</b>



## CONCLUSION

Les présentes modifications n'induisent que des évolutions à la marge du règlement écrit, en intégrant notamment les évolutions récentes du code de l'urbanisme et quelques évolutions au niveau du règlement graphique sur des parcelles déjà bâties (changement de destination) et sur un secteur UD reversé en zone agricole A.

Les projets ne touchent aucune zone humide ni aucun habitat d'espèce d'intérêt communautaire.

Les projets respectent les orientations de conservation du site en assurant le maintien des milieux rivulaires, des habitats naturels de la plaine alluviale et la conservation de la qualité des eaux (mise en œuvre de dispositifs d'assainissement non collectif conformes).

Les projets n'auront donc aucune incidence directe sur les habitats, habitats d'espèce et espèce d'intérêt communautaire présents dans le site FR 7200661 « Vallée de l'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne ».

## PIECES MODIFIEES

Les pièces modifiées devront être substituées à celles du dossier de PLU actuellement en vigueur, dès l'approbation de la présente modification n°4.

La modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme envisagée porte sur les pièces suivantes :

Pièce du dossier de PLU	N° de la pièce modifiée	Page ou secteur (s) modifié(s)
<b>4 - Règlement : pièce écrite</b>	3a	Sont modifiés les articles UA5, UA14, UB5, UB14, UC5, UC14, UD5, UD14, Ui5, Ui14, Uf5, Uf14, UL5, UL14, AU5, AU14, AUa5, AUa14, AUai5, AUai14, A2, A5, A9 et A14, N2, N5, N9 et N14 et toute la zone N.
<b>5 - Règlement : pièces graphiques (zonage)</b>	3b	Plan de zonage.

➔ Voir les pièces modifiées dans le volet n°2 du dossier.